



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 28/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS

63 rue d'émerainville
batiment C
Marne-la-Vallée Cedex 2
77420 Champs-sur-Marne

Références : E23 2037
Code AIOT : 0006502212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté LES PASQUIERES 77357001 77970 Pécly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- LES PASQUIERES 77357001 77970 Pécly
- Code AIOT : 0006502212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est autorisée jusqu'au 30 mars 2027 remise en état comprise. L'extraction du calcaire est aujourd'hui terminée. L'APC de 2019 modifie la remise en état et permet le maintien des installations de traitement au delà du 30 mars 2027 si elles sont alimentées par une autre carrière à proximité (par exemple la carrière de Vaudoy-en-Brie) et définit la remise en état des installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La remise en état du plan d'eau G et son utilisation comme bassin d'infiltration,
- le respect des garanties financières,
- la propreté de la sortie routière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'essentiel de cette inspection inopinée a porté sur la restitution et l'utilisation du plan d'eau G.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Remise en état	AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.18	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Pollutions	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.4.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière CEMEX est en fin d'exploitation mais elle abrite des installations de traitement dont l'activité va se poursuivre pour traiter et commercialiser une partie des matériaux calcaires de la carrière de Vaudoy-en-brie.

Le plan d'eau G doit être restitué dans une configuration permettant son utilisation comme bassin d'infiltration pour les eaux de rabattement de la nappe des deux carrières proches.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: (...) Création d'un plan d'eau d'une surface d'environ 8 ha dont 4 ha environ de hauts fonds. Le profil des berges est strictement conforme aux plans et coupes annexés au présent arrêté. Le plan d'eau est écrêté (buse + système anti-retour) à la cote 111,2 m vers le ru du Réveillon.
Constats : L'agrandissement du plan d'eau G vers le nord est en cours de réalisation: Ce plan d'eau a reçu pour infiltration les eaux de rabattement de la nappe de la carrière CEMEX de Pécy à laquelle il est rattaché. L'extraction étant terminée, il ne recevra plus d'eau en provenance de cette carrière hormis les eaux provenant des deux lagunes de la carrière CEMEX de Pécy Il va continuer à recevoir les eaux de rabattement de la carrières CALCAIRES DE LA BRIE de Pécy autorisée jusqu'en 2037, et il recevra les eaux de rabattement de la carrière CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX de Vaudoy-en-Brie autorisée jusqu'en 2047. L'inspection constate que: - Le plan d'eau perd ses capacités d'infiltration car des fines se déposent, c'est particulièrement visible à proximité du tuyau en provenance de la carrière CALCAIRES DE LA BRIE. CEMEX doit donc aménager le plan d'eau de sorte qu'il soit curé périodiquement et en sécurité. - les émissaires de rejet ne sont pas équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. - l'exploitant doit démontrer que les émissaires des deux lagunes sont équipés d'un clapet anti-retour. L'inspection constate également la présence d'une pompe sur radeau pour renvoyer de l'eau vers le ru du Réveillon, alors que les rejets d'eau dans le ru du Réveillon ne sont pas permis que dans des conditions bien précises: - le plan d'eau est écrêté (buse + système anti-retour) à la cote 111,2 m vers le ru du Réveillon. (APC du 28/01/2019) - les seuls rejets autorisés issus du site (de la carrière de Vaudoy-en-brie) sont les eaux d'exhaure vers le bassin d'infiltration CEMEX à PÉCY. Les eaux du bassin d'infiltration ne pourront être rejetées dans le ru du Réveillon qu'à titre exceptionnel et sur justification préalable de l'exploitant. Les volumes déversés au ru devront être mesurés. - Le rejet dans le ru du Réveillon est interdit dès lors que le seuil de vigilance de 127,5 m NGF est atteint par le niveau piézométrique mesuré à SAINT-MARTIN-CHENNETRON. (Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017 DCSE M 004 DU 29 MARS 2017 de la carrière CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX de Vaudoy-en-Brie).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.1
Thème(s) : Autre, Garanties financières, respect des paramètres
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causés par les installations</p> <p>Du 31 mars 2022 au 30 mars 2027: S1 max = 12,54 ha S2 max = 11,97 ha S3 max = 0,6 ha</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le plan de situation de la carrière CEMEX au 29 novembre 2022 indique pour S1= 13 ha 27 a 60 ca, en dépassement par rapport à la valeur attendue.</p> <p>Le concasseur présent dans la carrière CEMEX de pécy est utilisé pour concasser des calcaires de la carrière de Vaudoy-en-Brie, celui-ci n'est pas représenté sur le plan de situation. L'exploitant doit évaluer cette surface S1 et proposer une nouveau calcul du montant de référence de cette période ou s'engager à revenir à la valeur prévue avant la fin de l'année.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.4.III
Thème(s) : Risques chroniques, Lavage de roues
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation sont réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique.</p> <p>A cet effet un dispositif de lavage des roues est mis en place en sortie de site.</p>
<p>Constats : Le fonctionnement de ce dispositif semble plus efficace qu'auparavant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.18
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent empêche l'accès aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le chemin d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé. Cependant une accessibilité permanente est maintenue aux pylônes des lignes électriques et réservée au personnel du gestionnaire du réseau ou ses entrepreneurs.
Constats : L'inspection constate que les dispositifs d'interdiction d'accès du public au plan d'eau G doivent être complétés d'autant que ces accès ne sont pas visibles par le personnel de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois